

# La Russie face au terrorisme

Le massacre de Krasnogorsk s'inscrit dans une longue litanie d'actes terroristes djihadistes visant la Russie

lundi 25 mars 2024, par [BRET Cyrille](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mars 2024).

**Le sanglant attentat commis dans une salle de concert à proximité de Moscou vendredi soir a brutalement rappelé certaines réalités que l'on avait peut-être dernièrement eu tendance à sous-estimer, souligne Cyrille Bret (Sciences Po) : les djihadistes s'en prennent tout autant, si ce n'est plus, aux régimes autoritaires qu'aux démocraties. La Russie est pour eux une cible récurrente ; et malgré la défaite militaire de Daech en Syrie et en Irak, l'organisation s'est repliée sur d'autres zones, dont l'Asie centrale, et demeure un danger de premier ordre - ce que le régime russe, désireux d'imputer le massacre à l'Ukraine, semble rechigner à reconnaître.**

Sommaire

- [Le terrorisme, ennemi des](#)
- [Pourquoi viser la Russie ?](#)
- [Vers de nouveaux fronts ?](#)

En Europe, le [massacre perpétré le 22 mars au soir](#) dans une salle de concert de la région de Moscou ne peut que susciter l'horreur. Mais il peut aussi interroger, et même surprendre.

D'abord, par le lieu de son déroulement, Krasnogorsk, à quelques kilomètres à peine de Moscou, et par l'ampleur de son bilan, plus de 130 victimes : comment un attentat de masse a-t-il pu être préparé et perpétré dans le centre névralgique d'un État où la [place des services de sécurité est si importante](#) ? La [revendication par l'organisation État islamique au Khorassan](#) peut, elle aussi, prendre les Européens à contrepied : pourquoi l'EI frapperait-il la Russie alors même que ses cibles privilégiées, lors de son apogée, étaient les démocraties libérales de l'Ouest ? Enfin, les réactions des pouvoirs publics russes - et de la présidence au premier chef - peuvent également susciter un certain étonnement de ce côté-ci du continent : pourquoi [faire supposer une complicité de Kiev](#) alors même que la menace islamiste est, en Russie, ancienne, profonde et même antérieure à la crise ukrainienne ?

Notre étonnement ou notre surprise se dissipent si l'on examine en détail l'exposition structurelle de la Russie au terrorisme islamiste et sa doctrine de l'anti-terrorisme. Malheureusement, les meurtres de masse du Crocus City Hall sont un épisode tragique supplémentaire dans la longue histoire de l'affrontement entre la Fédération de Russie et certains réseaux islamistes.

## Le terrorisme, ennemi des sociétés ouvertes... et des régimes autoritaires

Depuis le 11 septembre 2001, l'idée s'est profondément enracinée que les terroristes islamistes ont pour cibles principales les démocraties libérales : en elles, ils viseraient tout à la fois des « infidèles » (à l'islam), des « croisés » (autrement dit des colonisateurs invétérés) et des

« décadents » (coupables d'un relâchement moral inacceptable).

En outre, les islamistes exploiteraient les marges d'action ménagées par les « sociétés ouvertes », pour reprendre [l'expression de Karl Popper](#) – les libertés d'opinion, de croyance, de mouvement, d'association, etc. – pour les retourner contre les Occidentaux. D'où l'incrédulité, parmi les Européens, devant le massacre de Krasnogorsk. Comment un tel attentat est-il envisageable dans un État explicitement fondé sur l'autorité, le rétablissement de la « [verticale du pouvoir](#) » et l'hypertrophie des services de sécurité (les siloviki) ?

Cette vision des choses est toutefois contredite par ce constat que font de nombreux observatoires du terrorisme (tel [celui de la Fondation pour l'Innovation Politique](#)) : les attentats islamistes se multiplient aussi dans des États non libéraux, spécialement en [Afrique](#) et [au Moyen-Orient](#). Même dans des régimes policiers, les services de sécurité ne peuvent être ni omniscients ni omnipotents. En outre, l'organisation État islamique n'est-elle pas [née de la double contestation du régime syrien de Bachar Al-Assad et du « nouvel Irak »](#) issu de l'invasion américaine et de l'installation d'un pouvoir chiite à Bagdad ? L'attentat de Krasnogorsk doit nous inviter à réviser notre idée trop définitive sur l'affrontement entre démocratie et islamisme : elle est exacte, mais très partielle.



Les attentats islamistes dans le monde (1979-2019). Cliquer pour zoomer. [Site de la Fondapol](#), [CC BY](#)

---

Le terrorisme en général et celui de l'EI en particulier visent aussi bien les démocraties libérales que les régimes autoritaires. La section de l'EI au Khorassan qui a revendiqué le massacre en Russie est en effet implantée en Asie centrale et défie, par la violence, des États politiquement bien éloignés des membres de l'UE. Elle a notamment pris pour cibles, ces dernières années, aussi bien les [talibans afghans](#) que le [régime iranien](#).

C'est tout le problème que pose le terrorisme djihadiste aujourd'hui : défait militairement au Moyen-Orient et jugulé en Europe et aux États-Unis, il s'est reporté vers des zones comme le Sahel, l'Afrique centrale, l'Afrique orientale ou encore l'Asie centrale, où les États sont autoritaires mais souvent faibles. [Les suspects arrêtés par les forces russes quelques heures après l'attentat](#), même s'il convient en la matière de se garder de conclusions trop hâtives, sont d'ailleurs des ressortissants du Tadjikistan, un pays identifié depuis plusieurs années comme un [terrain de recrutement fertile pour les djihadistes](#).

D'un point de vue géopolitique, le massacre de Krasnogorsk ouvre une perspective inquiétante : les réseaux reconstituent leurs forces dans ces aires « molles » ou « grises » pour se reporter sur des théâtres plus centraux en Europe. Le profond antagonisme actuel entre la Fédération de Russie et l'Union européenne ne doit pas masquer la réalité : du point de vue des islamistes de l'EI, les

régimes politiques respectifs des deux entités se valent et [sont des cibles au même titre l'un que l'autre](#).

## **Pourquoi viser la Russie ?**

Que le rival géopolitique de l'UE, envahisseur de l'Ukraine et adversaire autoproclamé de l'Occident, soit victime d'un attentat de masse ne peut étonner que si le regard reste rivé sur l'affrontement avec l'Ukraine, latent depuis les années 2000 et virulent depuis 2013.

En effet, le risque terroriste est très élevé en Russie depuis la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) et, plus encore, [depuis l'accession de Vladimir Poutine à la primature puis à la présidence de la Fédération](#), en 2000. La première menace terroriste contre la Russie est interne : radicalisant une frange de la forte minorité ([10 % environ](#)) musulmane historique (non issue de l'immigration) du pays, exploitant les rancœurs des périphéries (Daghestan, Tchétchénie) contre le centre russe anciennement conquérant et colonisateur, utilisant des vétérans et des fonds venus d'Asie centrale (Afghanistan) et du Golfe, les réseaux terroristes ont commis contre la population civile et les forces de sécurité russes de nombreux attentats.

Plusieurs d'entre eux - sans même parler des [explosions de plusieurs immeubles d'habitation en 1999](#) quand Poutine était premier ministre, officiellement attribuées aux Tchétchènes mais dont bon nombre d'observateurs [soupçonnent les services russes d'avoir été les auteurs](#) - ont profondément marqué les présidences Poutine : la [prise d'otages du théâtre de la Doubrovka en 2002](#) (130 morts, dont sans doute une majorité du fait de l'intervention des services de sécurité) ; la [prise d'otages dans une école à Beslan \(Ossétie du Nord\) en 2004](#) (334 morts dont 186 enfants) ; les [explosions dans le métro de Moscou en 2010](#) (40 morts) et [celles dans le métro de Saint-Petersbourg en 2017](#) (14 morts), liste loin d'être exhaustive.

*youtube*

Toutes ces actions violentes de masse ont été revendiquées par des réseaux islamistes implantés en Fédération de Russie même. L'importance du risque terroriste islamiste interne est si grande qu'elle a en partie justifié la [reconstitution de services de sécurité intérieure très puissants](#) et qu'elle a conduit Moscou à laisser le violent et imprévisible [Ramzan Kadyrov](#) gérer à sa guise « sa » Tchétchénie, dès lors qu'il y réprime avec la plus grande dureté la moindre menace, réelle ou supposée, de résurgence de djihadisme.

À l'extérieur également, la lutte contre l'islamisme armé est une priorité politique ancienne. C'est contre elle que la Russie et la Chine ont [créé en 2001 l'Organisation de Coopération de Shanghai](#), installant le centre de lutte contre celle-ci à Tachkent et [fournissant aux États d'Asie centrale formations, renseignements et matériel](#).

C'est - officiellement - pour lutter contre le terrorisme islamiste que la Russie a répondu aux demandes de la présidence syrienne, en août 2015, pour [déclencher la première opération militaire extérieure loin de ses frontières](#). C'est aussi au nom de la lutte contre l'islamisme que, non officiellement, des experts militaires et des mercenaires russes sont intervenus et sont toujours implantés en Afrique du Nord ([Libye](#)), en Afrique de l'Ouest ([Mali](#), [Burkina Faso](#)) et en Afrique centrale ([République centrafricaine](#)).

Enfin, et surtout pour les Européens, les soutiens de Moscou dans l'Union ont, avant 2015 et surtout 2022, tiré argument de ses actions anti-terroristes pour [attribuer à la Russie un rôle de pionnier de la défense de l'Occident](#). Dans le narratif global russe, avant l'invasion de l'Ukraine, la lutte contre

le terrorisme islamiste était l'un des principaux « titres de gloire » revendiqué par le Kremlin.

Viser la Russie fait sens, pour les terroristes islamistes en général et pour l'EI en particulier : les forces russes ont en effet contribué à la défaite militaire de l'EI en Syrie (et au maintien du régime de Bachar Al-Assad). Même si elle n'a rien d'une démocratie libérale, la Russie est pour l'EI une cible d'autant plus privilégiée qu'il tente de se replier notamment sur la zone centrasiatique. Le massacre du Crocus City Hall, qui n'est qu'un épisode supplémentaire dans la longue série des attentats terroristes perpétrés en Russie, illustre la résurgence de la menace islamiste dans ces zones de fragilité pour Moscou que sont l'Asie centrale mais aussi le Caucase russe (début mars, le FSB a ainsi annoncé [avoir démantelé une cellule djihadiste en Ingouchie](#)).

## **Vers de nouveaux fronts ?**

Une fois rappelée l'histoire longue de la menace terroriste en Russie, les allusions et les sous-entendus des autorités russes sur une implication ou une connivence ukrainienne paraissent d'autant plus opportunistes et fantaisistes.

*youtube*

Que le moment de l'attentat soit un défi à l'autorité de Vladimir Poutine, triomphalement réélu (en l'absence de la moindre opposition) quelques jours plus tôt, c'est l'évidence. Que l'éventuel affaiblissement de son pouvoir qui pourrait résulter du massacre (si les Russes reprochent au régime de s'être montré incapable de prévenir une attaque d'une telle ampleur) serve indirectement l'Ukraine, c'est manifeste. Mais de la conjonction des crises à la convergence des luttes, il y a un pas que la connaissance du terrorisme islamiste en Eurasie ne permet pas de franchir.

L'invasion de l'Ukraine est une décision militaire de politique extérieure contre une ancienne République socialiste soviétique (RSS) tentée de rejoindre l'Union européenne et l'OTAN. La lutte contre le terrorisme islamiste est un défi intérieur et extérieur qui se rattache aux actions de la Russie sur ses marches sud.

Le narratif manifestement opportuniste déployé par le Kremlin [et par ses propagandistes](#) justifiera peut-être des actions supplémentaires contre l'Ukraine. Mais ce qui mérite l'examen, c'est l'inflexion que les politiques russes, intérieures et extérieures, sont susceptibles de prendre à court et moyen terme.

Tout d'abord, il est fort possible que, ayant fixé le front ukrainien et ayant engagé le [processus d'intégration de quatre districts ukrainiens](#), la Russie se reporte sur d'autres fronts : en Europe du Nord pour « tester » la résistance des deux nouveaux membres de l'OTAN (Suède et Finlande) ; en Asie centrale, pour relancer sa coopération avec la Chine et les anciennes RSS de la région, et la cimenter par une reprise de la lutte contre le terrorisme ; vis-à-vis de l'Occident, au mieux pour critiquer son absence de solidarité et au pire pour l'accuser de complaisance ; au Moyen-Orient en relançant des actions estampillées anti-terroristes avec ses alliés locaux (Iran, Turquie, Syrie).

Sur le plan intérieur, en outre, l'attentat du 22 mars sera immanquablement interprété comme un outrage à la « verticale du pouvoir ». La lutte contre le terrorisme est déjà la cause d'une vague d'arrestations de suspects. Mais elle peut donner un nouveau motif à une plus large vague de répression. Car le rapport de la Russie au terrorisme est en partie différent de celui de l'Europe : pour les pouvoirs publics russes, les attentats sont non seulement des meurtres de civils et des troubles à l'ordre public, mais surtout un défi inacceptable à l'État.

[Cyrille Bret](#), Géopoliticien, [Sciences Po](#)

< !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

---

## **P.-S.**

- The Conversation. Publié : 24 mars 2024, 18:58 CET.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

- [Cyrille Bret](#), [Sciences Po](#)

Cyrille Bret. Enarque et normalien, auditeur de l'institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Agrégé de philosophie et docteur, il a enseigné notamment à l'ENS, à l'université de New York, à l'université de Moscou, à Polytechnique et à Sciences-Po. Il dirige le site Eurasia Prospective et collabore régulièrement aux Echos, au Huffington Post, à Telos, à New Eastern Europe en français, en anglais et en russe. Chercheur associé à l'Institut Notre Europe Jacques Delors.